

«Un parlementaire qui passe dans un gouvernement doit endosser l'habit de ministre», dit Mathias Reynard, costard sur les épaules et baskets aux pieds.



Quand il était à votre place, Stéphane Rossini voulait en finir avec la majorité absolue du PDC. Pourquoi vous n'attaquez pas Gaudin?

Je ne prends pas non plus la position inverse. Ma seule préoccupation est la représentation de la gauche. Pour le reste, ça serait arrogant de dire avec qui je voudrais être au gouvernement.

Vous répétez dans chaque interview que vous n'aimez pas les politiciailleries. Ce n'est pas ce que vous faites en vous présentant sur une liste avec une femme verte du Haut et une du Bas?

Ce n'est pas moi qui m'occupe de ces calculs. On a des présidents de parti pour ça. Je suis nul pour les stratégies et les pronostics. Ce qui m'intéresse, c'est améliorer le quotidien des gens.

Donc on peut être élu au National à 24 ans et ne pas avoir les dents longues?

Oui. La politique, c'est souvent être au bon endroit au bon moment. Je n'ai pas de plan de carrière et j'ai déjà dit plusieurs fois que je ne ferai pas de la politique pendant encore vingt ans. Je m'engage à fond maintenant, car j'y crois. Et je pense que ça se voit, vu qu'on est les seuls avec une grosse campagne.

Vous vous dites souvent féministe. Est-ce que vous l'êtes en utilisant deux colistières qui ont très peu de chances d'être élues pour doper vos chances?

Je n'utilise personne. J'ai beaucoup de plaisir à être sur une liste avec Brigitte Wolf et Magali Di Marco...

... sur la liste, mais pas sur les affiches?

C'est un choix des partis de faire une campagne séparée et une campagne commune, qui sera bientôt plus visible.

Si au terme de cette campagne vous n'êtes pas élu, vous accusez

rez de nouveau le Haut-Valais d'avoir volé l'élection?

Je n'ai jamais accusé le Haut-Valais. J'ai dit que son choix pour le Conseil des Etats était massivement inverse au cri du cœur du Valais romand, où j'ai obtenu plus de 50% des voix dans presque toutes les communes.

«Au Conseil des Etats, le Haut-Valais a eu un vote ethnique pour son candidat en danger. Ce sera différent.»

Qu'avez-vous fait pour que ce clivage régional ne se reproduise plus?

La dernière fois, il y a eu un vote ethnique massif pour la liste du candidat que le Haut-Valais considérait comme le sien et en danger. Cette fois, c'est très différent. J'imagine que la plupart des gens vont composer leur liste avec ceux qu'ils verraient bien au gouvernement. Cela dit, oui, on s'engage plus dans le Haut. Je pense qu'on y fera un meilleur score.

Vous avez étudié les lettres et vous êtes maintenant prof au cycle. Quels départements on dirige sans expérience d'exécutif ou de conduite d'équipe?

Je défends une politique non élitiste donc tous. Pourquoi un chef d'entreprise serait plus légitime qu'un employé? La politique, c'est représenter des valeurs. Chaque citoyenne et chaque citoyen a la légitimité de s'engager.

Un exécutif, ce n'est pas seulement défendre des valeurs mais gérer une équipe immense...

Raison pour laquelle les qualités humaines comme la capacité d'écoute sont importantes. Dans une équipe gouvernementale, il faut une variété de profils.

Y compris quelqu'un de 33 ans? Evidemment que l'expérience de vie est plus intéressante à 60 ans. En même temps, peu de conseillers d'Etat ont passé dix ans à Berne. La représentativité des âges compte aussi. La complémentarité apporte de la fraîcheur, des nouvelles idées.

Christophe Darbellay a déjà dit qu'il ne voulait pas vous laisser la formation. Vous prenez note ou vous ripostez?

Je prends note et me réjouis, en cas d'élection, de participer à la répartition des départements à cinq et en bonne intelligence. Il ne faut pas en faire une guerre d'ego.

Comme prof et président de la Commission science, éducation et culture, vous vous diriez plus légitime que lui?

Plein d'exemples ont montré que l'on peut être un bon chef de la formation sans expérience de l'enseignement. Ce n'est pas le diplôme qui compte, mais les compétences.

Vous dites ça parce que vous préférez reprendre le département de votre collègue de parti?

Esther Waeber a bien sûr un très beau département avec beaucoup d'enjeux: le Covid pour la santé, les répercussions du Covid pour le social. On aura besoin de projets novateurs qui ne laissent personne au bord du chemin. Et bien sûr que la culture, pour laquelle je suis engagé depuis des années, est un dossier qui me passionnerait. Cela dit, il n'y a pas un département où je ne me verrais pas.

Qu'est-ce que le Conseil d'Etat actuel aurait dû mieux gérer au niveau du Covid?

Il faut déjà dire que les autorités ont fait du mieux qu'elles pouvaient. C'est toujours facile de dire «y a qu'à». Où je vois un potentiel d'amélioration, c'est dans l'octroi des aides. Je soutiens des restaurateurs, des fitness et des acteurs culturels

dans les démarches et je constate que c'est trop lent et compliqué. On pourrait aussi en faire davantage dans la politique culturelle pour préparer l'après des artistes.

Votre programme propose aussi de revaloriser les conditions de travail en EMS, CMS et dans les hôpitaux et une CCT pour les structures d'accueil de l'enfance et les transports publics. C'est électoraliste alors que le Covid pèsera lourd sur les finances?

Non, les chances sont là. Je ne suis pas en train de réinventer la roue. La plupart de ces propositions sont déjà en discussion. Il s'agit de les concrétiser.

«Ce n'est pas d'extrême gauche que de demander aux entreprises qui ont énormément augmenté leurs bénéfices avec la crise d'être solidaires avec celles qui tirent la langue.»

Ce qui ne se fera pas gratuitement. Dans votre programme, vous proposez beaucoup de dépenses, mais une seule rentrée d'argent: faire payer plus d'impôts aux riches et aux entreprises qui ont fait plus de bénéfices avec le Covid. Votre programme n'est pas finançable, franchement!

Toute une série de mesures ne sont pas des dépenses, mais des investissements. Une étude a démontré qu'un franc dans les crèches en rapporte sept. Le burn-out d'un soignant à cause de mauvaises conditions de travail coûte aussi à la société. Sur l'aspect fiscal, je ne trouve pas que ce soit être d'extrême gauche que de demander aux entreprises qui ont énormément augmenté leurs bénéfices avec la crise d'être solidaires avec celles qui tirent la langue. On devrait aussi analyser s'il ne

faudrait pas revenir sur certaines baisses fiscales.

Vous n'êtes donc pas pour réduire les dépenses de l'Etat à cause de la crise, comme Neuchâtel et le Jura?

En coupant dans le secteur étatique, on place encore plus de personnes dans une situation dramatique.

Votre programme retient le droit de vote des étrangers et dès 16 ans, un salaire minimum et au moins 40% de candidates sur les listes électorales. Toutes ces propositions ont été balayées par la constituante. Vous les avez gardées pour mobiliser ceux qui vous les ont soufflées?

Pour la première fois en Suisse, des centaines de personnes ont participé à l'élaboration d'un programme. Les 400 propositions n'ont pas toutes été retenues dans les cent mesures hyperconcrètes. Il y a eu un tri suite à des discussions avec les spécialistes du domaine, y compris les faïtières patronales. Quant à la constituante, ce n'est pas parce que des éléments n'ont pas été retenus pour la consultation qu'ils doivent être abandonnés pour l'éternité. Surtout lorsqu'ils visent plus d'inclusions.

A côté des idées progressistes ou sociales, on trouve des mesures pour le patois, le folklore et la race d'Hérens. Vous vous dites aussi croyant. C'est pour séduire l'électorat de droite?

J'étais déjà engagé sur ces trois aspects, avant d'être élu à Berne. Ils appartiennent au patrimoine collectif et n'ont rien à voir avec la politique. Je suis pour une société égalitaire et féministe, tout en aimant porter le costume traditionnel de Savièse, participer à des événements en patois et aller à toutes les inalpés. Ça n'est pas contradictoire.

Ceux qui se disent que Mathias Reynard est un bobo des villes qui ne défendra pas les vallées ont donc tort?

«Esther Waeber a réussi à faire passer la sensibilité de gauche. Sans coup d'éclat, c'est vrai.»

Oui! Je suis aux antipodes du bobo des villes. Ceux qui me connaissent savent que je suis plus à l'aise dans une cantine que dans un bistrot guindé.

Vous vous êtes malgré tout abstenu sur la LAT et n'avez pas voulu faire campagne contre la loi sur la chasse. Quand vous savez que les Valaisans plébisciteront une position, vous ne vous mouillez pas pour défendre le contraire?

Ce n'est pas du tout une stratégie. Mon parti avait choisi la liberté de vote et demandé à son seul élu fédéral de ne pas s'engager dans la campagne. Après, c'est aussi vrai que mes priorités sont plutôt axées sur les droits humains, les conditions de travail, l'éducation et la politique familiale. Ce qui me parle le plus, c'est quand on peut changer la vie des gens. Je n'ai pas vécu un jour plus beau que celui du oui à la loi contre l'homophobie.

«Je suis nul pour les stratégies et les pronostics. On a des présidents de parti pour ça.»

Des politiciens de droite prétendent que les médias vous favorisent. Vous êtes le chouchou des journalistes?

Il n'y a qu'à voir cette interview pour constater que ce n'est pas du tout le cas. Forcément que les médias s'intéressent plus à ceux qui bossent et qui font beaucoup de propositions. C'est vrai à droite et à gauche. Ne tombons pas dans ces questions liées à l'ego.